

DES LOGEMENTS POUR TOUS ET TOUTES, AVEC OU SANS PAPIERS !

Le logement est un droit.
L'Etat français, qui a ratifié la convention de Genève,
a même l'obligation légale de loger les demandeur-se-s d'asile.

Avant 2009, les personnes qui voulaient demander l'asile en Bretagne pouvaient le faire dans toutes les grandes villes de la région. *Depuis 2009*, elles ne peuvent plus le faire qu'à Rennes. Si bien que **presque toutes les places d'hébergement ont été fermées** hors de l'Ille-et-Vilaine, sans pour autant entraîner d'augmentation des moyens dans ce département ! Aujourd'hui, **plus de 300 personnes étrangères vivent à la rue** ou dans des squats à Rennes.

Depuis un an, le préfet de région envoie vingt personnes par mois dans chaque département breton. Vingt personnes, c'est **très peu** dans un département d'un million d'habitant-e-s. Mais même pour vingt personnes, l'Etat ne veut pas trouver de solutions de logement durables.

Depuis l'été dernier, à Brest, **des personnes étrangères en demande de papiers**, dont une grande partie sont demandeuses d'asile politique, sont **abandonnées à la rue**, parfois avec des enfants. Ces personnes ne trouvent souvent pour dormir que le hall d'entrée de l'AFTAM (*association mandatée pour accueillir et accompagner les demandeur-se-s d'asile à leur arrivée à Brest*). Face à cette situation, des occupations de bâtiments publics (CDAS, Conseil Général, Mairie, sous-préfecture, BMH) ont déjà eu lieu avec les personnes concernées, pour exiger des logements. Les solutions alors obtenues sont toujours précaires, de courte durée et parfois loin de Brest où les enfants sont scolarisé-e-s.

Ces dernières semaines, **de nouvelles familles et personnes isolées ont été mises à la rue**. D'autres ont été envoyées en camping à l'autre bout du département, loin des structures qui les soutiennent et des réseaux qu'elles ont constitués.

Pour se mettre à l'abri et pour obliger les pouvoirs publics à les loger, les personnes concernées et leurs soutiens **occupent le gymnase de l'Harteloire**. Actuellement, plus d'une trentaine de personnes concernées participent à l'occupation. Le nombre de personnes concernées ne cesse d'augmenter au fur et à mesure que la Préfecture cesse de prendre en charge les hébergements. Et il paraît que d'ici peu il n'y aura plus aucun hébergement en hôtel parce que les places seront prises par... les touristes pour Brest 2012 ! **Une centaine de personnes hébergées seront alors à la rue**.

On nous répète que le budget pour l'hébergement d'urgence est épuisé depuis le 31 mai. L'Assemblée Nationale va se réunir début juillet pour revoir le budget 2012. Des moyens pour des logements durables doivent être une priorité.

Devant l'urgence de la situation, des collectifs et des organisations des villes de Brest, Quimper et Rennes organisent des manifestations le samedi 30 juin. **Partout en Bretagne, réclamons :**

***Des logements pour tous et toutes
Avec ou sans papiers***

MANIFESTATION

Samedi 30 juin à 15h, Place de la Liberté à Brest

Premiers signataires : Casss papier, Urgence Un toit pour tous Cornouaille, UEP, SUD/Solidaires, FSU, Europe Ecologie Les Verts, UDB, POI, Alternative Libertaire, PCF, Les Alternatifs, FASE